

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 7 JUIN 2018**

FN/VF

OBJET : III.1 - SEBA Exploitation – accord-cadre mono attributaire à bons de commande - Opérations ponctuelles de chaudronnerie pour ouvrages eau potable et assainissement.

L'an deux mille dix-huit, le sept du mois de juin à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Etaient excusés :

M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI

OBJET : III.1 - SEBA Exploitation – accord-cadre mono attributaire à bons de commande de chaudronnerie pour ouvrages eau potable et assainissement.

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).

Afin de pouvoir mener à bien les missions d'exploitation des régies, un accord-cadre mono attributaire à bons de commande concernant des opérations ponctuelles en chaudronnerie, métallerie et serrurerie sur les ouvrages d'eau potable et d'assainissement (captage, station de production, réservoirs, postes de relevage, station d'épuration, etc.) est proposé.

Ces opérations peuvent concerner des interventions ponctuelles (piquage sur canalisation, pose d'un robinet de puisage, reprise de fixation, etc.), des interventions d'urgence (casse d'un équipement, d'un tuyau, etc.) et des interventions de renouvellement d'équipements (chambres de vannes, capots, lame siphon, garde-corps, échelles, crinolines, etc.)

Ces opérations concernent essentiellement la main d'œuvre et la fourniture des métaux de fabrication (y compris les brides de fixation). Dans le cadre d'une opération de renouvellement d'une chambre de vannes, les équipements (vannes, clapets, débitmètres, etc.) seraient fournis par la collectivité.

Il est proposé :

- Un marché de prestations de service d'entretien et de réparation ;
- D'une durée maximale de 2 ans (1 an, renouvelable une fois 1 an) ;
- D'un montant maximum de 100 000 € par an, soit 200 000 € au total des 2 ans ;
- Sous forme mono-attributaire à bons de commande.

Jugement des candidatures :

Au stade de la candidature, les entreprises devront faire valoir les capacités minimales suivantes :

- Une capacité à intervenir sur un large panel de métaux (acier, inox, aluminium) ;
- Une organisation avec un service capable d'intervenir en soirée, week-ends et jours fériés ;
- Un délai maximum d'intervention dans une situation d'urgence inférieur à 4 heures ;
- Des tarifs maximum d'intervention
 - o Tarif horaire pour des interventions planifiées ne dépassant pas les 60 € HT (référence ouvrier).
 - o Tarif horaire pour des interventions d'urgence ne dépassant pas les 80 € HT (référence ouvrier).
 - o Tarif pour des interventions d'urgence en soirée, week-ends et jours fériés ne dépassant pas les 120 € HT (référence ouvrier).

En cas de non-respect de ces exigences, la candidature ne pourra pas être retenue.

Il est précisé que les tarifs seront actualisables.

Les critères d'attributions et pondérations proposés sont les suivants :

| Critère | % |
|--|------|
| Prix (selon 3 devis-type) | 45 % |
| Valeur du mémoire technique de l'offre | 35 % |
| Délai d'intervention/réalisation | 20 % |

Le bureau syndical est appelé à :

- Valider cette proposition,
- Décider du mode de dévolution selon une procédure adaptée,
- Valider les critères définis ci-dessus,
- Donner délégation au président pour signer tous documents à cet effet.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL